

IN Magazine N° 216 - Juillet / août 2024

8 juillet 2024

FAIRE BARRAGE À L'EXTRÊME-DROITE

Depuis 2017, le bilan d'Emmanuel Macron, du point de vue des consommateurs, des locataires, des mal-logés et des usagers des services publics est déplorable. Il a largement contribué à alimenter la désespérance sociale dont se nourrit aujourd'hui l'extrême-droite.

Jamais, depuis plusieurs décennies, le pouvoir d'achat des ménages consommateurs n'a été mis à mal à ce point (à travers l'augmentation sans précédent des tarifs et montants des biens et services de première nécessité : alimentation, énergie et loyers, notamment). Dans ce contexte porteur de fragilité sociale, nombre de nos concitoyens ne mangent pas à leur faim, ne se chauffent pas comme ils le devraient et sont logés dans des conditions indignes.

Non seulement Emmanuel Macron n'a jamais pris en considération la crise dramatique du logement qui affecte notre pays, mais il a décidé de réduire la capacité des acteurs du logement social à bâtir des logements sociaux. Récemment, il a fait déposer au parlement un projet de loi logement profondément destructeur visant, notamment, à détricoter la loi SRU (projet de loi Kasbarian II).

Sur le plan des services publics, il a poursuivi la politique déjà largement engagée, depuis le début des années 2000, de fermeture des services publics de proximité, notamment dans le domaine de la santé (fermeture de maternités, d'hôpitaux et de lits d'hôpitaux) en dépit d'une crise sanitaire sans précédent (COVID).

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour la démocratie, les libertés publiques et la presse libre, car on sait que sa stratégie, partout où elle a pu l'appliquer, c'est la terreur contre ses « opposants » : à commencer par les immigrés, les travailleurs, les syndicats et toutes les organisations du mouvement

social.

En France, sur le plan de la consommation et de l'environnement, le Rassemblement National a soutenu et soutiendra systématiquement l'agrobusiness visant à perpétuer le modèle productiviste et combat toutes les mesures s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique qu'il ne reconnaît pas vraiment.

Indecosa-CGT appelle tous ses adhérents et concitoyens à faire barrage à l'extrême-droite à l'occasion des prochaines élections législatives, en votant pour les candidats du Nouveau Front Populaire, ainsi que les forces de progrès à se rassembler et à se mobiliser pour jeter les bases d'un projet de société émancipateur, ouvrant la voie à une véritable alternative aux politiques capitalistes qui détruisent la planète, sèment la guerre et la misère.

Christian Khalifa. Président d'Indecosa CGT.